



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement  
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne  
14 rue de l'Aluminium  
77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE

SAVIGNY-LE-TEMPLE, le 15/11/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/10/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SMAB**

CHEMIN DES PROCESSIONS  
77130 Montereau-Fault-Yonne

Références : E/23-2604  
Code AIOT : 0006500231

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17 octobre 2023 dans l'établissement SMAB implanté Chemin des processions 77130 Montereau-Fault-Yonne. L'inspection a été annoncée le 22/08/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SMAB
- CHEMIN DES PROCESSIONS 77130 Montereau-Fault-Yonne
- Code AIOT : 0006500231
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Société Monterelaise d'Assainissement Buffeteau (SMAB) est une installation de transit de déchets dangereux. Certaines opérations peuvent être également effectuées (broyage de contenants souillés, déconditionnement, neutralisation).

Les activités exploitées par la SMAB relèvent des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées :

Sous le régime de l'autorisation :

- 2718 - transit, regroupement de déchets dangereux pour une capacité maximale de 300 t ;
- 2790-1-b et 2790-2 - installation de traitement de déchets dangereux, capacité de 15 500 t/an ;
- 3550 - stockages temporaires de déchets dangereux ;
- 3510 - élimination ou valorisation de déchets dangereux, capacité de 10 t/j ;

Sous le régime de la déclaration :

- 2714-2 - transit et regroupement de déchets non dangereux de bois, plastiques, cartons... ;
- 2716-2 - transit et regroupement de déchets non inertes ;
- 2795-2 - installation de lavage de fûts, conteneurs, citernes... ;
- 1435-3 - stations-service de carburant.

Les activités de la SMAB relèvent, en autres, des textes réglementaires suivants :

- Arrêté préfectoral n° 10 DAIDD 1 IC 015 du 08 janvier 2010, autorisant la poursuite des activités exercées par la SMAB ;
- Arrêté préfectoral n° 2012/DRIEE/UT77/162 du 26 novembre 2012, autorisant la SMAB à poursuivre des opérations de mélange de déchets ;
- Arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n° 2014/DRIEE/UT77/202 du 21 octobre 2014, imposant la constitution de garanties financières ;
- Arrêté préfectoral n° 2022/DRIEAT/UD77/115 du 27 septembre 2022, imposant des prescriptions complémentaires suite au réexamen IED du bref WT.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- article 3.4 - Dispositif de détection de matières radioactives ;
- articles 4.5.1 et 4.5.2 - Réseaux de collecte ;
- articles 4.6.3.1 et 4.6.3.3 - Traitement des effluents
- article 4.6.5 - Moyens de lutte contre l'incendie et rétention des eaux ;
- article 4.9 - Contrôle de la qualité des eaux souterraines ;
- article 7.5 - Installations électriques ;
- article 9.7 - Organisation en matière de sécurité ;
- article 9.8 - Dossier de sécurité ;
- article 9.9 - Protections individuelles ;
- article 9.10 - Plan d'opération interne.

Par ailleurs au cours de cette inspection, la SMAB a également fait l'objet du contrôle « ICPE en bordure de cours d'eau ».

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;

- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ♦ les observations éventuelles ;
  - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Moyens d'intervention d'un incendie	Arrêté Préfectoral du 08/01/2010, article 4.6.5 &	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
5	Contrôle de la qualité des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 08/01/2010, article 4.9	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
6	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 08/01/2010, article 7.5	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
7	Organisation en matière de sécurité	Arrêté Préfectoral du 08/01/2010, article 9.7	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Dispositif de détection de matières radioactives	Arrêté Préfectoral du 08/01/2010, article 3.4	/	Sans objet
2	Réseaux de collecte	Arrêté Préfectoral du 08/01/2010, article 4.5.1 & 4.5.2	/	Sans objet
3	Traitement des effluents	Arrêté Préfectoral du 08/01/2010, article 4.6.3.1 & 4.6.3.3	/	Sans objet
8	Dossier de sécurité	Arrêté Préfectoral du 08/01/2010, article 9.8	/	Sans objet
9	Protections individuelles	Arrêté Préfectoral du 08/01/2010, article 9.9	/	Sans objet
10	Plan d'opération interne	Arrêté Préfectoral du 08/01/2010, article 9.10	/	Sans objet
11	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 21/10/2014, article 3.6	/	Sans objet
12	Capacité des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 > I.	/	Sans objet
13	Règles de gestion des rétentions et stockages associés.	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 > II.	/	Sans objet
14	Dispositions spécifiques aux aires de chargement, déchargement	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 > VI.	/	Sans objet
15	Stockage des déchets	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 > VI. VII.	/	Sans objet
16	Principes généraux de prévention des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	/	Sans objet
17	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet
18	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	/	Sans objet



N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avarié(s) ont été donnée(s)	Autre information
19	Surveillance de l'installation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 57	/	Sans objet
20	Documents de l'installation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	/	Sans objet
21	Eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 43	/	Sans objet
22	Déchets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 45	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La SMAB satisfait aux vérifications effectuées par l'inspection des installations classées. L'exploitant doit, cependant, justifier de la mise en conformité des installations électriques et de la mise à jour de la procédure de contrôle de la radioactivité et de la conformité des bouches incendie.

Dans le cadre du suivi de la surveillance renforcée de la qualité des eaux souterraines concernant les concentrations en fer (Fe), un bilan sera effectué, en début de l'année 2024, après la réalisation de la dernière campagne de prélèvement fin 2023. Celui-ci sera accompagné des éventuelles actions correctives envisagées.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Dispositif de détection de matières radioactives

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/01/2010, article 3.4
<b>Prescription contrôlée :</b> Le pont bascule est équipé d'un système de détection de matières radioactives. Ce système est l'ensemble des automatismes associés sont vérifiés et étalonnés périodiquement, à minima une fois par an, par un organisme habilité.
<b>Constats :</b> Le dernier contrôle du portique de détection de la radioactivité et des radiomètres portatifs a été effectué le 17/07/23.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 2 : Réseaux de collecte

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/01/2010, article 4.5.1 & 4.5.2
<b>Prescription contrôlée :</b> Les réseaux de collecte des effluents sont conçus de manière à être curable, étanche et résister dans le temps aux actions chimiques. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité. Ils sont entretenus de manière régulière.
<b>Constats :</b>

L'entretien des trois séparateurs d'hydrocarbures et des bassins de rétention des eaux pluviales a été réalisé le 25/01/2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Traitement des effluents aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/01/2010, article 4.6.3.1 & 4.6.3.3
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les débourbeurs-déshuileurs sont entretenus, exploités et surveillés de manières à respecter les valeurs limites d'émissions (VLE).  Contrôles des conditions de rejets, respect des VLE.  Suite réexamen IED rajout des paramètres PFAO et PFOS (AP 2022/DRIEAT/UD77/115 du 27/09/2022)
<b>Constats :</b>  Le contrôle des rejets aqueux est réalisé tous les mois, les résultats sont déclarés sur l'application GIDAF.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Moyens d'intervention d'un incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/01/2010, article 7.17
<b>Prescription contrôlée :</b> Vérification à effectuer :  - conformité des poteaux incendie ; - entretien des extincteurs.
<b>Constats :</b>  Les 87 extincteurs présents sur le site ont fait l'objet d'un contrôle le 08/06/2023. Les RIA et le système de désenfumage ont été vérifiés le 11/04/2023.  Deux bouches incendie enterrées sont présentes sur la voirie externe au niveau des entrées du site, l'exploitant n'a pas pu démontrer la conformité de débit d'eau délivré par ces bouches incendie. L'exploitant a précisé avoir effectué plusieurs demandes auprès du gestionnaire mais n'avoir pas eu de retour. À ce titre, il conviendra de renouveler sa demande auprès de la commune afin d'obtenir l'attestation de conformité et en justifiera auprès de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de suites :</b> 2 mois

## N° 5 : Contrôle de la qualité des eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/01/2010, article 4.9			
<b>Prescription contrôlée :</b> La qualité des eaux souterraines susceptibles d'être pollués par l'établissement fait l'objet d'une surveillance notamment en vue de détecter des pollutions accidentelles.  Suite inspection 2022 : Analyse trimestrielle du Fer sur une période d'un an, sur les 5 piézomètres.			
<b>Constats :</b> Les campagnes d'analyses des eaux souterraines, au cours des trois premiers trimestres 2023, sur les 5 piézomètres ont relevé les taux de Fer suivants :			
Piézomètre	Trimestre 1 - 14/02/23	Trimestre 2 - 15/05/23	Trimestre 3 - 16/08/23
A (µg/l)	6,06	1,37	86,2
B (µg/l)	1410	2010	1250
C (µg/l)	2,76	4,58	4,62
D (µg/l)	32,5	1,55	65,2
E (µg/l)	7,46	6,69	4,03
L'inspection constate, sur l'ensemble des campagnes 2023, la persistance d'une concentration en Fer significativement plus élevée au niveau du piézomètre B, situé en aval hydraulique de l'établissement, par rapport aux valeurs observées sur les autres piézomètres (notamment les piézomètres D et E situés en amont). Un pic de concentration en Fer, toutefois notablement moins marqué que celui observé sur le piézomètre B, est également observé au niveau du piézomètre A, en aval du site, de manière récurrente en période estivale (sur les campagnes 2021, 2022 et 2023). Sur ces campagnes de mesures, le pic observé sur le piézomètre A est toutefois associé à une valeur d'un ordre de grandeur similaire sur le piézomètre D (amont du site). L'évolution sera donc à suivre sur les prochaines campagnes.  La prochaine campagne de prélèvement doit se dérouler courant novembre 2023.  À l'issue, la SMAB transmettra à l'inspection un bilan de l'ensemble des analyses réalisées sur l'année écoulée, accompagné de propositions d'actions correctives, en particulier au regard des concentrations en Fer observées sur le piézomètre B.			
<b>Type de suites proposées :</b> Lettre de suite préfectorale			
<b>Proposition de suites :</b> 2 mois			

## N° 6 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/01/2010, article 7.5	
<b>Prescription contrôlée :</b> Un contrôle des installations électrique est effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport de contrôle.	
<b>Constats :</b> Un premier contrôle par thermographie, réalisé le 09/05/2023, n'a pas relevé de non-conformité. Un second contrôle périodique des installations électriques, effectué le 10/05/2023, met en évidence 15 non-conformités mineures. L'exploitant a déclaré avoir apporté des actions correctives dans le cadre de la maintenance générale du site, mais sans toutefois être en mesure de les justifier.	

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 7 : Organisation en matière de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/01/2010, article 9.7
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en place des actions préétablies et systématiques pour assurer le bon respect des dispositions du présent arrêté et de celui de ces règles internes de sécurité. Cette organisation comprend : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Plan d'organisation de la sécurité sur site ;</li> <li>- Entretien des équipements de sécurités ;</li> <li>- Modalités d'interventions et consignes ;</li> <li>- Registre des accidents.</li> </ul>
<b>Constats :</b> Le plan d'organisation de la sécurité du site prévoit un suivi annuel et régulier de la formation des personnels en matière de sécurité et de manipulation des matériels de sécurité et de secours. En mai 2023, un exercice d'évacuation avec déclenchement manuel a été effectué.  Les procédures de sécurité sont consignées et accessibles au personnel, la dernière mise à jour des procédures date du 23/06/2023 suite à l'exercice d'évacuation. Le registre des accidents est tenu sur logiciel interne et sur un registre séparé, tous les événements sont enregistrés et mentionnent les causes, si connues, et les actions correctives mises en œuvre.  Il a été constaté que la procédure relative à la détection de radioactivité (datée de 2016) devait être modifiée. En effet, celle-ci précise qu'en cas de détection, le ou les déchets radioactifs ne sont pas acceptés et sont retournés chez expéditeur. Pour rappel, l'installation doit être dotée d'une aire étanche qui permet l'isolement temporaire du chargement. Une fois la détection confirmée, l'exploitant fait appel à un organisme compétent en radioprotection (IRSN ou organismes agréés par l'ASN) pour identifier, caractériser, séparer et isoler le ou les déchets incriminés.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 8 : Dossier de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/01/2010, article 9.8
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établit : <ul style="list-style-type: none"> <li>- la liste de tous les procédés chimiques mis en œuvre dans l'établissement.</li> <li>- la liste des produits potentiellement dangereux accompagné des fiches de sécurité.</li> </ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant tient à jour l'état des stocks, par filières, des déchets dangereux entreposés. La SMAB procède au déconditionnement et au reconditionnement de ces déchets souillées pour lesquels il n'y a pas de fiche de données de sécurité. Afin de s'assurer de la compatibilité des produits traités, l'exploitant demande systématiquement, en amont de l'acceptation, la fiche de données de sécurité du produit initial. Si à la réception du déchet un doute subsiste, la SMAB procède à l'analyse d'un échantillon.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 9 : Protections individuelles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/01/2010, article 9.9
--



<b>Prescription contrôlée :</b>
Les équipements de protection individuel sont accessibles en toute circonstance et adaptés aux interventions normales ou aux circonstances accidentelles.
<b>Constats :</b>
L'exploitant impose à chaque personnel une tenue de sécurité minimale. Selon la typologie des déchets manipulés des équipements de protection individuelle jetables sont mis à disposition.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 10 : Plan d'opération interne

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/01/2010, article 9.10
<b>Prescription contrôlée :</b>
Un plan d'opération interne est établi suivant la réglementation en vigueur. Il définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place d'un poste de commandement et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. [...]
Ce plan est transmis au service département d'incendie et de secours et à l'inspection des installations classées. Il est remis à jour chaque année ou à chaque modification notable. [...]
Des exercices réguliers sont réalisés en liaisons avec les services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b>
La SMAB possède un plan d'opération interne en date de 2016. L'exploitant a déclaré qu'il procédera à la mise à jour du document au cours de l'année 2024. L'inspection a rappelé que l'exploitant devra communiquer ce document mis à jour aux services de secours et à l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 11 : Garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/10/2014, article 3.6
<b>Prescription contrôlée :</b>
Les garanties financières ont été constituées conformément à l'arrêté préfectoral du 21/10/2014.
L'actualisation des garanties financières intervient 5 ans après la date et signature de l'arrêté précité.
<b>Constats :</b>

L'exploitant a justifié de la mise à jour des garanties financières en juin 2019 pour un montant de 482 032 €.  
La prochaine actualisation devant avoir lieu avant le 30 juin 2024.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N° 12 : Capacité des rétentions

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 > I.

**Prescription contrôlée :**

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des récipients ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ;
- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

**Constats :**

Toutes les aires de stockage ou de manipulation des déchets sont munies d'un ou plusieurs dispositifs de rétention.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 13 : Règles de gestion des rétentions et stockages associés.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 > II.
<b>Prescription contrôlée :</b> Le volume nécessaire à la rétention est rendu disponible par une ou des rétentions locales ou déportées. En cas de rétention déportée, celle-ci peut être commune à plusieurs stockages. Dans ce cas, le volume minimal de la rétention déportée est au moins égal au plus grand volume calculé pour chacun des stockages associés. Une double paroi, répondant aux dispositions du présent article, peut tenir lieu de rétention pour le réservoir concerné.  La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.  L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé.  Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes aux prescriptions applicables à l'installation en matières de rejets ou sont éliminés comme les déchets.
<b>Constats :</b> L'exploitant tient à jour un plan d'entretien des dispositifs de rétention, du réseau de collecte des effluents aqueux, des séparateurs d'hydrocarbures et des bassins de rétentions des eaux.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 14 : — Dispositions spécifiques aux aires de chargement, déchargement ...**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 > VI.
<b>Prescription contrôlée :</b> A.-Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles définies aux points I et II de l'article 25.  E.-Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol, solides ou liquides, est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les fuites éventuelles ou épandages accidentels.
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté que les aires de chargement et de déchargement ainsi que les locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol, solides ou liquides sont étanches.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 15 : Stockage des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 > VI. VII.
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les stockages des déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.
<b>Constats :</b>  L'inspection a constaté que les stockages des déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 16 : Principes généraux de prévention des risques.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.  Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.  Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.
<b>Constats :</b>  Seule une petite surface du site se situe en risque d'inondation d'aléas faible, l'altitude des installations à enjeu est supérieure à la côte de la crue centennale de 1910. Le plan d'opération interne prévoit une procédure en cas de risque d'inondation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 17 : État des matières stockées.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Prescription contrôlée :</b> Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation.  L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.  L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.  Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
<b>Constats :</b> L'exploitant tient à jour l'état des stocks, par filières, des déchets dangereux entreposés. La SMAB procède au déconditionnement et reconditionnement de ces déchets souillés pour lesquels il n'y a pas de fiche de données de sécurité. Afin de s'assurer de la compatibilité des produits traités, l'exploitant demande systématiquement, en amont de l'acceptation, la fiche de données de sécurité du produit initial. Si à la réception du déchet un doute subsiste, la SMAB procède à l'analyse d'un échantillon.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 18 : État des matières stockées.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
<b>Prescription contrôlée :</b> Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746 , 4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.  L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :  1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.  Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.  Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des



installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.

2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2022.

**Constats :**

L'inspection a constaté que l'état des stocks des déchets dangereux est réalisé quotidiennement et par filières de produits. Ces données sont retranscrites sur un plan des zones de stockages, ce qui permet une visualisation instantanée des stocks et de leur localisation.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 19 : Surveillance de l'installation.**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 57

**Prescription contrôlée :**

L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, de personnes désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients des produits utilisés, fabriqués ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas de dérive ou d'incident.

**Constats :**

Le périmètre ICPE de la SMAB se situe en bordure des zones inondables du plan de prévention des risques inondations de la vallée de la Seine de Montereau-Fault-Yonne à Thomery. En amont du risque de crue, ces zones font l'objet d'une alerte de plusieurs heures, ce qui permet d'adapter le site au risque et de procéder à l'évacuation, hors zone à risque, des déchets dangereux.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 20 : Documents de l'installation.**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à jour les documents suivants :

- les plans, en particulier, pour les installations concernées ;
- les plans d'implantation des installations, en particulier des zones à risques mentionnées à l'article 48 avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des interrupteurs ou arrêts d'urgence prévus au point B de l'article 66 ainsi que des moyens de protection incendie ;

- le plan des réseaux, en particulier le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les tuyauteries ;
- le plan des réseaux et installations de rétention et confinement des eaux incendie, ainsi que, le cas échéant, l'implantation des dispositifs de déclenchement ou obturation et dispositifs de limitation de propagation de sinistre ;
- le plan des tuyauteries contenant des matières dangereuses prévu à l'article 25. V. E ;
- le plan des équipements et moyens de lutte contre l'incendie et d'intervention prévus à l'article 68 du présent arrêté ;
- Les plans sont tenus à disposition, de façon facilement accessible, des services d'incendie et de secours.

**Constats :**

Le plan, à jour, des installations a été présenté à l'inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 21 : Eaux pluviales.**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 43

**Prescription contrôlée :**

II. - Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.

Ces dispositifs de traitement sont entretenus par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les opérations de contrôle et de nettoyage des équipements sont effectués à une fréquence adaptée.

Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

L'entretien des trois séparateurs d'hydrocarbures et des bassins de rétention des eaux pluviales a été réalisé le 25/01/2023.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 22 : Déchets.**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 45

**Prescription contrôlée :**

Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

**Constats :**

L'exploitant a démontré que le stockage des déchets est associé à au moins un dispositif de rétention. L'ensemble de la plateforme qui accueille les aires de déchargement, entreposage et de traitement des déchets, est munie d'un réseau de collecte des effluents aqueux et de vannes d'isolation du reste du site.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

